

NOURRIR LES VILLES

Peut-on se pencher sur l'avenir des villes sans se préoccuper de celui des campagnes ? La question est quelque peu oubliée à Istanbul. Les premières dépendent pourtant des secondes pour leur sécurité alimentaire.

L'intendance suivra-t-elle ?

Que l'on considère la croissance démographique des villes comme le résultat de la défaillance de l'Etat dans son rôle de développement des campagnes ou, au contraire, comme un phénomène éminemment civilisateur, le problème reste d'une ampleur sans précédent : comment alimenter cette masse sans cesse croissante de citadins désormais déconnectés de la production agricole et donc incapables de se nourrir eux-mêmes ? La moitié de la population du Sud vit aujourd'hui dans les villes. En l'an 2000, 59 des 79 villes de plus de 4 millions d'habitants appartiendront aux pays du Sud. Or, dans nombre d'entre elles, l'intendance ne suit pas. Lima, qui concentre quelque 45 % de la population péruvienne et vit dans la hantise d'une rupture dramatique de son approvisionnement, illustre bien l'ampleur du défi : au cours des deux dernières décennies, cette ville a frôlé à plusieurs reprises la catastrophe. Une vulnérabilité non moins préoccupante prévaut à Brazzaville et plus encore à Libreville. Aux Philippines, dont la moitié des habitants vivent en ville, la production de riz, céréale stratégique, croît moins vite que celle de la population. Le gouvernement, malgré des ventes de riz importé à prix subventionné, ne parvient pas à juguler la hausse du prix à la consommation, qui est passé de 8 à 25 pesos le kilo entre janvier et septembre 1995

Pâtes et surgelés

L'énormité d'une demande croissante suppose une réadaptation totale des modalités de l'approvisionnement, depuis la production jusqu'à la distribution. Où trouver et comment acheminer chaque jour les considérables quantités d'aliments nécessaires ? Peut-on encore compter sur la production locale, nationale, régionale, quand les campagnes se trouvent justement vidées de leurs forces vives ? Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa se livrent chacune à une guerre du manioc dans un arrière-pays dépeuplé. Au Mexique, le nombre de consommateurs dont chaque actif agricole doit assurer la subsistance a été multiplié par cinq depuis 1940. Défi également posé par les changements de la demande alimentaire qui porte de plus en plus sur des aliments industrialisés, depuis le pain et les pâtes jusqu'aux surgelés. L'urbanisation s'accompagne ainsi d'un déclin de la demande en aliments de consommation directe, précisément ceux que savent produire l'agriculture et le petit artisanat ali-

Comment répondre au défi de l'alimentation des villes des pays en développement ? Malgré son fort potentiel, l'agriculture locale reste marginalisée.

mentaire locaux. Déclin relatif cependant, car la rupture entre les types d'alimentation n'est jamais radicale. En Côte-d'Ivoire, l'augmentation des importations alimentaires semble bien être due davantage à la croissance du taux d'urbanisation qu'à l'évolution du comportement des consommateurs, et des études montrent que cette évolution n'a rien d'irréversible. Confirmation en est donnée à Bogota où l'importance des aliments de consommation directe, fruits, tubercules, tend à augmenter parmi les dépenses alimentaires des ménages, au détriment des produits agro-industriels.

Défi encore, et non des moindres, que celui posé par la pauvreté globale des populations urbaines. La situation est d'autant plus explosive qu'une majorité de pauvres côtoie une minorité de citadins insolemment opulents. Offrir à cette masse de citadins une alimentation à bas prix est, pour tout gouvernement, non seulement une obligation mais souvent une condition de son maintien au pouvoir. Or la solution adoptée depuis les années 70, celle des importations subventionnées par l'Etat et de l'aide alimentaire, a permis d'éviter la nécessaire restructuration de l'agriculture en accord avec les besoins nationaux et, pis encore, a marginalisé l'agriculture existante. Aujourd'hui, subventionner les aliments est désormais considéré comme économiquement hérétique et la « vérité des prix » doit obligatoirement et partout se substituer aux subventions.

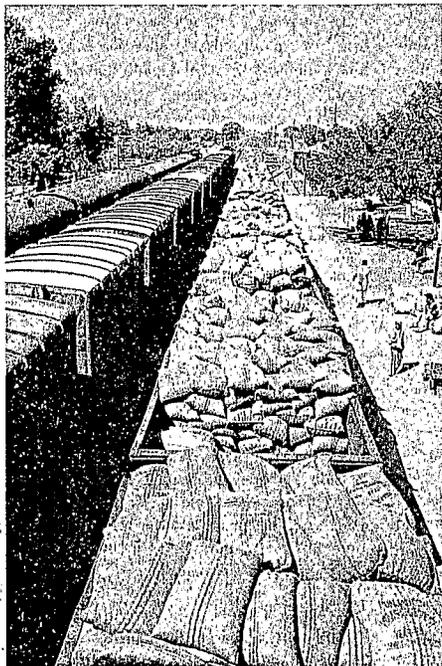
Il serait erroné de penser que la production alimentaire, même celle des petits paysans péjorativement qualifiés de « traditionnels », ne s'adapte pas à la croissance de la demande urbaine. Spontanément, même en l'absence de toute incitation, les paysans du Sud répondent, comme les autres, à la demande, dans la mesure où cette réponse n'est pas de nature à mettre en péril leur propre approvisionnement et présente pour eux un réel avantage. Dans bien des régions

d'Afrique, la ville est depuis longtemps perçue par les paysans proches comme un prolongement de leur espace rural. Ainsi, en Côte-d'Ivoire, la croissance urbaine a suscité un essor des cultures vivrières commerciales. Au Venezuela, les paysans des hautes vallées andines ont su créer des milliers d'hectares irrigués produisant de façon intensive pommes de terre et légumes pour le marché de Caracas. Incontestablement, les campagnes réagissent et se transforment, non seulement sous l'effet de la croissance

relations maintenues avec la campagne apportent un sérieux appoint à l'alimentation de base. A El Alto de La Paz, en Bolivie, plus de la moitié des familles immigrées au cours de la dernière décennie reçoivent des vivres de leur communauté d'origine. A ces stratégies non-marchandes d'échanges familiaux s'ajoutent des stratégies commerciales qui conduisent des citadins d'Abidjan ou de Douala, même sans lien particulier avec la terre, à investir dans la création d'exploitations agricoles périurbaines ou dans un petit élevage destiné au marché urbain. Enfin, phénomène souvent ignoré, la pratique de cultures urbaines, dans les concessions familiales ou sur les terrains vagues en attente de construction, apporte à la cuisine familiale bien plus que de simples aromates ou condiments. A Kinshasa, le maïs et le manioc ont remplacé les bougainvilliers des quartiers résidentiels. A São-Paulo, où l'espace manque, on va jusqu'à essayer la culture sans terre dans les garages.

Développement de l'agriculture péri ou intra-urbaine, mais aussi élargissement de l'aire d'approvisionnement de la ville. Yaoundé reçoit du pays bamileké, à 400 kilomètres de distance, une bonne partie de son alimentation. Au Mexique, l'approvisionnement urbain, et en particulier celui des 17 millions de consommateurs de la capitale, s'organise sur des distances croissantes. Ici, trois Etats assurent, sur des distances supérieures à 2 000 kilomètres, 80 % de l'approvisionnement en oignons, tandis que douze bassins de quelques milliers d'hectares situés dans le nord-ouest et le sud-est du pays produisent la quasi-totalité des pommes de terre acheminées vers les halles centrales.

L'aire de l'approvisionnement urbain peut aussi s'étendre bien au-delà des frontières nationales. Mais, ici, les acteurs de l'approvisionnement changent : ce sont de grandes entreprises visant à dominer les marchés nationaux, voire, internationaux et dont le rôle croissant, depuis une vingtaine d'années, se concrétise par l'implantation de chaînes de grands magasins dans les principales villes latino-américaines. Faut-il donc admettre que



Approvisionner les mégapoles du Sud, de plus en plus peuplées.

Philippe Lissac/Chic

des villes voisines, mais parfois aussi en réponse à des appels venus d'au-delà des frontières, telle la demande alimentaire du Nigeria pour les producteurs togolais, ou celle de l'Europe pour les maraichers de Dakar.

Adaptation des paysans, mais aussi adaptation des citadins dont les stratégies d'auto-approvisionnement ne doivent pas être sous-estimées. Pour nombre d'entre eux, les

Suite page 4 ▶

► L'extraversion caractéristique des villes du Sud doit s'étendre jusqu'à leur alimentation et que seul le marché international soit à même de leur apporter la véritable sécurité alimentaire ? Faut-il aussi admettre que le riz asiatique envahisse les marchés de Madagascar et du Sénégal et consacre la marginalisation des producteurs africains tout en détruisant l'environnement dans les zones de production ?⁽¹⁾ Intensification des cultures, extension des bassins de ravitaillement, mondialisation des échanges, la réponse au défi de l'alimentation urbaine est-elle réellement trouvée ?

Goulots d'étranglement

Le manque de fluidité des échanges, nécessaire à un ravitaillement correct des villes, constitue pour la grande majorité des pays pauvres l'un des principaux goulots d'étranglement des systèmes alimentaires. Qu'ils soient nationaux ou importés, les aliments circulent mal à l'intérieur de ces pays à cause de l'inadéquation persistante des infrastructures de transport. En Tanzanie, le coût de transport par chemin de fer du maïs produit à 1 500 kilomètres de Dar es-Salaam, deux fois supérieur à celui du transport maritime du même produit depuis l'Europe, fut l'une des causes de l'échec de l'autosuffisance recherchée dans les années 60. Mais construire des voies ferrées ou des routes dignes de ce nom ne suffit pas. Encore faut-il que ces voies de communication servent à désenclaver des zones agricoles capables de ravitailler les villes. Il faut aussi que les

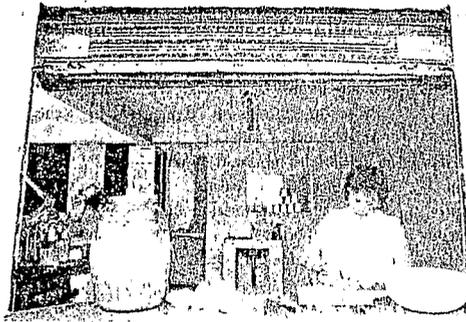
producteurs soient certains qu'une éventuelle amélioration des infrastructures tourne à leur avantage. Si la rente ainsi obtenue est, comme souvent, prioritairement répercutée sur le consommateur urbain ou bien confisquée par les intermédiaires, la relation supposée entre accessibilité au marché et développement de la production agricole ne peut pas s'établir, comme le constat en a été fait au Ghana et en Sierra Leone. Or il faut bien constater que les politiques préconisées par les bailleurs de fonds internationaux ne favorisent guère les changements souhaitables. Le désengagement de l'Etat, qui cède à des entreprises privées ses infrastructures de transport, ne peut avoir d'autre conséquence qu'une contraction des réseaux existants sur leurs seules composantes rentables et la mise hors-circuit des régions et des producteurs peu ou pas encore intégrés au système d'approvisionnement du marché urbain. Plus encore, la baisse du pouvoir d'achat subie par la majorité des citadins pendant la « décennie perdue » du développement, la réduction du nombre des emplois induite par la récession due à l'ajustement structurel, la disparition des subventions ont entraîné une compression extrême des dépenses alimentaires. Pour

les habitants de la ville de Panama, le pouvoir d'achat du salaire minimum a diminué de 22 % entre 1960 et 1994 et de 36 % si l'on considère les achats alimentaires. L'évolution de la demande urbaine fait apparaître une opposition de plus en plus nette entre les productions des petits et moyens agriculteurs et les spéculations nées de

de son lotissement. Ici, le développement du transport routier a favorisé des spécialisations régionales fort lointaines et une centralisation de la commercialisation entre les mains de quelques intermédiaires obligés. Dix grossistes contrôlent directement plus de 80 % des arrivages de pommes de terre : les agriculteurs ne peuvent avoir accès au débouché

urbain que s'ils ont passé contrat avec l'un d'eux ou avec son mandataire. En Equateur, le désenclavement de la ville de Loja, par l'ouverture de nouvelles routes vers la côte, désarticule l'économie régionale en permettant aux grossistes de s'approvisionner à meilleur prix à Guayaquil. Mais ici, toutefois, les agriculteurs locaux ont gardé le monopole sur les produits frais. L'accès des acteurs au marché vivrier dépend de leur organisation, et force est de constater que dans les pays du Sud, ceux qui s'organi-

COCINA POPULAR



Cantine populaire au Mexique : pour faire face à la baisse du pouvoir d'achat.

Francine Keeney/Unifair

demandes alimentaires en expansion. La proximité du marché urbain ne suffit plus à garantir la rentabilité de la commercialisation. Les producteurs périurbains du bassin de Chalco, autrefois grenier de Mexico, se trouvent de fait rejetés en marge des réseaux de la commercialisation du maïs et des légumes frais, au point que le seul usage rémunérateur des parcelles qui leur restent est celui

des producteurs périurbains du bassin de Chalco, autrefois grenier de Mexico, se trouvent de fait rejetés en marge des réseaux de la commercialisation du maïs et des légumes frais, au point que le seul usage rémunérateur des parcelles qui leur restent est celui

des producteurs périurbains du bassin de Chalco, autrefois grenier de Mexico, se trouvent de fait rejetés en marge des réseaux de la commercialisation du maïs et des légumes frais, au point que le seul usage rémunérateur des parcelles qui leur restent est celui

L'Inde aura-t-elle besoin d'une autre révolution verte ?

L'Inde a gagné la bataille de l'autosuffisance alimentaire. Mais en dépit d'un système qui combine distribution à prix subventionnés et marché libre, la sécurité alimentaire est loin d'être garantie pour tous. Avec environ 930 millions d'habitants en 1995, l'Inde est le deuxième pays le plus peuplé du monde, juste derrière la Chine. Sa population urbaine - 250 millions d'individus -, considérable dans l'absolu, reste relativement modeste, puisqu'elle regroupe à peine plus d'un quart des habitants du pays. Néanmoins, nourrir les grandes métropoles indiennes ou la masse des villes petites et moyennes dispersées à travers le pays, requiert une quantité monumentale de produits alimentaires. L'Inde est à même d'y faire face, statistiquement du moins. La révolution verte mise en œuvre après l'alerte alimentaire de 1965-66 s'est en effet accompagnée de la mise en place d'une structure combinant marchands de grains privés, achats et stockage publics et réseaux de boutiques de « rationnement » offrant à bas prix, en ville comme dans les campagnes, une part des produits de base à prix subventionnés. Mais la bataille alimentaire gagnée dans l'absolu n'implique pas que la malnutrition soit partout vaincue, loin de là. Les stocks

publics, quelque 30 millions de tonnes de grains, sont désormais jugés trop lourds, et pourtant il reste des ventres creux. En d'autres termes, les conditions de la sécurité alimentaire dépendent aujourd'hui bien davantage des modes de distribution des revenus et du pouvoir d'achat que de la capacité du pays à l'autosuffisance. La lutte contre la malnutrition relève pour une part de politiques publiques d'encadrement, mais aussi de l'amélioration du pouvoir d'achat des moins favorisés ; car, globalement, les boutiques indiennes regorgent de biens alimentaires.

Equilibre précaire

Depuis 1991, la nouvelle politique économique est marquée par la libéralisation mesurée et l'ouverture au marché mondial d'une Inde jusqu'alors protectionniste. Aujourd'hui, on s'interroge : l'Etat maintiendra-t-il son engagement, considérable malgré les lacunes, pour préserver une tradition de régulation partielle du marché alimentaire ? Les réformes structurelles ne risquent-elles pas d'affaiblir sensiblement le pouvoir d'achat des moins bien lotis ? La déroute du parti du Congrès, moteur de la réforme, aux élections générales de mai 1996 est liée à des causes trop diverses pour qu'on puisse y

voir seulement une condamnation populaire de la politique d'ouverture. Mais la question de l'engagement de l'Etat restera durablement posée aux nouveaux gouvernants. La stratégie de la croissance par le marché aura-t-elle un impact positif sur la résorption de la pauvreté ? Une autre question préoccupe les experts : l'Inde devrait-elle connaître à moyen terme une seconde révolution verte - au-delà du riz et du blé, promouvoir d'autres céréales et aliments - pour hausser significativement la disponibilité alimentaire par tête ? En Inde, les pratiques politiques des gouvernants et le poids démographique des ruraux ont pour l'instant sauvé pour l'essentiel la sécurité alimentaire des villes. Villes où la population politisée défend ses prérogatives, usant de son droit de vote sous le regard d'une presse pluraliste. Mais qu'en sera-t-il demain ? L'indispensable avancée sur le front alimentaire demeure sans doute indissociable de l'exercice de la citoyenneté. Citoyens urbains et ruraux feront sans doute entendre davantage par des voies multiples les aspirations des moins privilégiés, soit directement, soit par les canaux politiques, soit par l'intermédiaire des associations. Jean-Luc Racine / EHESS

Paysans sur la touche

Dans la mesure où les grands projets agricoles sont par définition hautement productivistes, ils sont nécessairement sélectifs et marginalisent les autres catégories de producteurs. Choix lourd de conséquences sociales et dont la faisabilité à long terme n'est pas certaine si l'on songe aux multiples dépendances technologiques qu'il entraîne pour des pays par définition peu solvables. ►

Côte-d'Ivoire

La dévaluation dans les assiettes

On constate d'ailleurs que face aux crises, ce sont les petites exploitations pratiquant la polyculture qui résistent le mieux. Si produire pour la ville suppose, pour le paysan africain, que la commercialisation de ses vivres s'avère plus rémunératrice que celle des cultures d'exportation habituelles, les dévaluations qui tendent à favoriser ces dernières et renchérissent les importations devraient être profitables aux producteurs locaux et leur laisser plus d'espace sur le marché urbain. Mais les moyens techniques et les intrants qu'il faut importer, et surtout les crédits nécessaires à l'intensification de leur production, font plus que jamais défaut. Peut-on s'étonner, dans ces conditions, que l'agriculture dite traditionnelle ne se transforme pas ? La solution la plus logique à la portée du paysan demeure alors celle des cultures mixtes où les vivres ne sont qu'un sous-produit de l'économie de plantation. Mais est-ce suffisant pour nourrir les villes ?

Intégration régionale

Enfin si l'essor des réseaux de transport nationaux et internationaux, de même que la facilité croissante des échanges voulue par la pensée dominante, facilitent l'emprise d'un petit nombre d'opérateurs ou de firmes agro-alimentaires souvent multinationales, que deviennent dans ce contexte les perspectives de développement régional dont la ville était censée constituer le moteur ? Contrairement à une idée reçue, la croissance des villes des pays du Sud n'a pas pour corollaire une dépendance alimentaire inévitablement accrue. De la même façon que le développement d'une ceinture vivrière peut se produire ou non, un système d'importations alimentaires massives peut ou non se mettre en place. Tout dépend du type d'économie qui régit le pays et des options adoptées.

Aujourd'hui le choix fondamental est le suivant. Soit entériner l'existence et l'élargissement de la fracture géographique entre ville et campagne, sous les impératifs d'une mondialisation selon laquelle les villes du Sud ne présenteraient d'autre enjeu que celui de livrer une masse de consommateurs au plus offrant, en l'occurrence aux grands pays exportateurs. Soit construire, voire reconstruire une intégration nationale ou régionale selon les cas, dans laquelle les populations des villes du Sud non seulement mangeraient à leur faim, mais seraient aussi partie intégrante d'ensembles économiques et sociaux cohérents et solidaires. Les matériaux de l'édifice sont là, où sont les architectes ?

André Franqueville
Orstom

(1) La Thaïlande, gros exportateur de produits agricoles, a connu un rythme record de déforestation et a pratiquement épuisé son potentiel d'extension des terres cultivables. Les deux tiers des surfaces arables sont érodées et les pertes de sol vont jusqu'à 1 000 t/ha pour les cultures de rente comme le soja ou le maïs.

Depuis les années 80, dans une ville comme Abidjan, on note une constante dans les habitudes de consommation alimentaire. Malgré le caractère endogène de la configuration des plats les plus consommés, l'alimentation s'appuie sur les denrées de première nécessité dont l'approvisionnement relève à plus de 50 % des importations. Il s'agit du riz, du pain et du poisson.

Selon les enquêtes DSA⁽¹⁾, le riz et le pain sont consommés respectivement par 90,1 % et 85 % des ménages, bien loin devant les tubercules et les féculents comme l'attiéké (76 %), l'igname (73 %), la banane plantain (72 %) et le manioc frais (60 %). Cette hiérarchie dans la consommation des céréales, tubercules et féculents se retrouve également dans les structures de la dépense totale en produits alimentaires. Le riz absorbe 14 % des dépenses alimentaires et le pain 4,5 %. Ce dernier niveau de dépenses se rapproche de celui de la banane plantain (4,3 %) distançant de quelques points l'igname (3,4 %) et l'attiéké (2,8 %).

La dévaluation de semble pas avoir modifié outre mesure cet ordre de préférence de consommation, malgré les augmentations du prix du riz cargo, passé de 160 à 265 FCFA, et du pain, passé de 70 à 125 Fcfa. Avec la crise, le riz de grande consommation (riz cargo) et le pain ont vu leur position se renforcer dans l'assiette du consommateur, à en juger par la part du budget alimentaire qui leur est réservée : 11,4 % en 1979 (EBC)⁽²⁾ et 14 % en 1992 (EP DSA). Après la dévaluation, nos études ont confirmé la dominance du riz parmi les céréales, les tubercules et les féculents consommés. Mais on voit déjà apparaître, en terme de fréquence de consommation, un net resserrement entre le riz et le manioc dans presque tous les ménages.

On se serre la ceinture

En matière de consommation de protéines animales, le poisson et la viande fraîche restent dominants par rapport aux autres produits. Selon les enquêtes DSA, ils sont respectivement consommés dans 89 % et 84 % des ménages. C'est ici que les effets de la crise se font le plus sentir. Leur part dans le budget alimentaire a considérablement baissé. De 16,4 % pour la viande en 1979 (EBC), elle est passée à 9,5 % en 1992. Il en est de même pour le poisson, passé sur les mêmes périodes et selon les mêmes sources de 16,8 % à 11,7 %. L'ajustement s'est surtout opéré par la réduction de la quantité de viande et de poisson consommée dans toutes les catégories sociales. Plus particulièrement chez les plus pauvres, on

A Abidjan, la chute du pouvoir d'achat a appauvri les menus et favorisé des comportements individualistes.



Sur les marchés de la capitale ivoirienne, les ménagères boudent viande et poisson.

constate un report de la consommation sur les produits de moindre qualité, surtout en ce qui concerne le poisson.

Un autre indicateur des effets de la crise est la part globale du budget consacrée à l'alimentation. Avant la dévaluation, selon nos enquêtes, tandis que les ménages de la classe moyenne affectaient seulement 22,5 % de leur revenu à l'alimentation, les ménages les plus pauvres lui consacraient en moyenne 51,3 %. Après la dévaluation, si les premiers disposaient encore d'une marge de manœuvre pour augmenter la part de leurs dépenses alimentaires, les seconds n'avaient d'autre possibilité que de réduire les quantités consommées. Ainsi à Abidjan, la classe moyenne a révisé à la hausse son budget alimentaire, passé à 30,9 % tandis que les pauvres ont maintenu à 51,3 % la part de leurs dépenses consacrées à l'alimentation, malgré le fort taux d'inflation constaté au moment de l'enquête : 35 % en mars 1995.

Face à ce processus d'insécurité et de chute du pouvoir d'achat des consommateurs, l'offre de produits alimentaires a évolué. Les marchands de plats préparés ont modifié leurs stratégies : changement d'unité de mesure des plats pour un même prix de vente, possibilité donnée au consommateur de manger un plat sans viande, donc moins cher, ou avec une quantité de viande variable suivant son pouvoir d'achat, choix de produits de moindre qualité ou mélange de produits afin de réduire le coût de fabrication. On observe de même une diversification de l'offre avec une gamme plus étendue de produits conçus à partir d'ingrédients locaux.

Un nouveau style de consommation a également vu le jour : l'achat des plats à l'extérieur que l'on consomme chez soi. Déjà, en 1992, les enquêtes DSA évaluaient à 52 % le nombre

de ménages achetant auprès de structures de production informelles des plats qu'ils consommaient à domicile. La chute du pouvoir d'achat due à la dévaluation a renforcé cette pratique. Mais pourquoi acheter des plats tout prêts est-il plus économique que de cuisiner soi-même ? Plusieurs raisons expliquent ce paradoxe.

Fast-food local

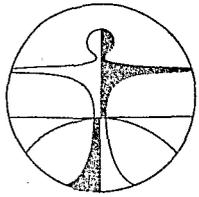
Du côté de l'offre, la concurrence est sévère. Les prix des repas n'ont augmenté que de 15 à 20 % alors que l'inflation passait la barre des 35 %. La forte densité des points de vente et les nouvelles entrées dans le secteur (environ 4 % par an) accroissent continuellement le volume de l'offre, exerçant ainsi une forte pression sur les prix. Pour se maintenir dans le secteur et continuer d'offrir des repas à bas prix, il faut se contenter de marges bénéficiaires très faibles et comprimer au maximum les coûts de fabrication (emploi de main-d'œuvre familiale, recours à des produits de qualité moindre, etc.).

Pour les consommateurs, acheter des plats à l'extérieur permet de contourner le prix plus élevé des achats au détail de denrées périssables et de limiter les dépenses en combustible dont le coût a fortement augmenté. De plus, le recours individualisé au secteur informel alimentaire offre aux ménages la possibilité de dissocier le partage du toit de celui de la marmite. Une manière subtile, pour le chef de famille, de nourrir les « ayants-droit » et d'écarter les « parasites ».

Francis Akindes
Université de Bouaké

(1) Enquêtes prioritaires sur les dimensions sociales de l'ajustement structurel (EP DSA) réalisées par l'Institut national de la statistique.

(2) Enquêtes « budget consommation »



e n d a

Vivre autrement

Istanbul 96

6^e série N° 9

LUNDI 10 JUIN 1996

L'éternel retour

Dernière ligne droite pour la version définitive du plan d'action : les trois prochains jours vont être consacrés à régler les derniers litiges qui portent sur les ressources, le suivi institutionnel d'Habitat II, mais aussi sur les droits personnels (famille, femmes, pratiques religieuses), car le Saint-Siège, plus offensif que jamais et souvent épaulé par l'Iran, remet systématiquement en question les formulations acceptées lors des conférences précédentes.

L'exaspération va d'ailleurs croissant chez de nombreux délégués devant ses tentatives d'imposer ses vues sur tous les sujets. « *Le Vatican porte une lourde responsabilité dans le blocage de certaines négociations* » confiait le représentant d'un pays de l'Union européenne. Même ses alliés traditionnels se lassent, semble-t-il, de son entêtement.

C'est le choc de deux cultures, constatait pour sa part un autre délégué occidental. Les spécialistes des villes, qui auraient voulu donner un caractère plutôt technique à la conférence, se trouvent pris en otage par des délégations devenues expertes en négociations multilatérales et qui passent leur temps à faire dévier les sujets. Ainsi, un paragraphe décrivant simplement la situation des enfants de la rue peut être bloqué pendant des heures par une délégation qui veut en profiter pour insérer la notion de « responsabilité parentale ». « *En fait, résume un vieux routier des conférences internationales, nous payons aujourd'hui le prix des compromis que nous avons consentis au Caire. Cette conférence avait été si conflictuelle que, pour faire accepter la notion*

Les experts de la ville auraient souhaité des débats plus techniques. Mais ils se heurtent aux religieux qui saisissent toutes les occasions pour prendre en otage la conférence sur leurs thèmes favoris.

de droits reproductifs, nous avions cédé sur les valeurs morales, spirituelles et religieuses. Elles nous reviennent aujourd'hui comme un boomerang ».

Autre pomme de discorde, le suivi. Si le Centre pour les établissements humains basé à Nairobi ne semble pas directement menacé, il faudra tenir compte, avertissent plusieurs délégués, des restructurations susceptibles d'intervenir au sein du système des Nations unies, en proie à des difficultés financières sans précédent. En outre, ONG et autorités locales manifestent leur désir d'être associées au suivi.

Côté finances, le groupe II de la commission I se heurte aux obstacles ordinaires au sujet des « ressources nouvelles et additionnelles » attendues en vain depuis des années par les pays en développement. Sur le principe, les discussions tournent autour des responsabilités des pouvoirs publics et du rôle du secteur privé.

Qui va payer ?

Les pays en développement sont aussi plus attentifs que jamais à la place accordée aux pays en transition, voyant l'aide internationale décliner et les pays riches porter davantage d'attention à l'ancien bloc de l'Est qu'à l'Afrique. Faut-il d'un geste que les Etats nantis ne sont absolument pas disposés à consentir, le groupe de travail devrait se borner à constater « le besoin » de nouvelles ressources, sans indiquer d'où elles pourraient venir, une façon d'éluider le problème plus net-

tement encore qu'au Caire ou à Copenhague.

Quant à la « Déclaration d'Istanbul », son existence est suspendue aux discussions de cet après-midi. Après le rejet du projet du pays hôte, les propositions et contre-propositions des uns et des autres n'ont produit qu'un texte long et confus, qu'embrouillent encore davantage de multiples amendements. Ces ajouts concernent notamment la définition des « groupes vulnérables » (enfants, malades,

femmes, pauvres ?) et le respect des diversités culturelles et des valeurs religieuses. Le Saint-Siège, encore lui, veut que l'on reconnaisse le besoin d'« espaces de foi » dans la ville. Les ONG veulent voir leur rôle réaffirmé et le Groupe des 77 demande que la Banque mondiale et le FMI se penchent sur les difficultés créées par le poids de leur dette multilatérale. Finalement, un diplomate turc a été chargé de travailler durant le week-end à une ver-

sion refondue, qui doit servir de base aux discussions d'aujourd'hui.

La plupart des pays souhaitent certes une déclaration susceptible de rendre Habitat II plus compréhensible au grand public. Mais faute de parvenir à un texte court et clair, cette intention pourrait bien être laissée de côté. D'autant qu'on comptera probablement sur les doigts d'une main les chefs d'Etat et de gouvernement présents à Istanbul en fin de semaine pour y apposer leur sceau.

Sophie Bessis
et Bénédicte Manier

La colère des ONG

La vague d'arrestations de manifestants, samedi, a provoqué l'indignation des ONG.

Les ONG présentes à Istanbul ne peuvent rester indifférentes aux multiples violations des droits humains auxquelles se livrent les autorités du pays hôte. Surtout quand des militants associatifs dûment accrédités à la conférence sont interpellés sans ménagement par les forces de l'ordre. Tel a été le message délivré hier dans le patio du forum, pour une fois très animé. Pour marquer leur réprobation devant l'accroissement des atteintes à la liberté d'expression, plusieurs membres de l'assistance avaient placé un bandeau noir sur leur bouche.

C'est que la journée de samedi* a été chaude dans la métropole d'une Turquie plongée dans une grave crise politique. Dès vendredi, pour prévenir une contestation qui se généralise, plusieurs arrestations avaient

déjà été opérées. Samedi, la brutale dispersion d'une manifestation organisée par les syndicats de fonctionnaires dans le centre d'Istanbul a donné lieu à plusieurs dizaines d'arrestations. Dans la foulée, la police a violemment mis fin au sit-in que tiennent pacifiquement, tous les samedi depuis un an devant le lycée français, les membres des familles des disparus du fait de la répression. Une quarantaine de militants turcs, hommes et femmes, ont été interpellés, ainsi que plusieurs membres d'ONG venus manifester leur solidarité aux manifestants. Hier Anita, militante norvégienne d'origine indienne, a raconté au public massé dans le jardin du forum les conditions de son interpellation.

Pour marquer la solidarité des ONG avec les militants turcs emprisonnés – on parle d'environ cinq cents arrestations depuis vendredi dans l'ensemble du pays – une pétition, qui a recueilli de nombreuses signatures, exige du gouvernement turc qu'il respecte

les libertés élémentaires. De son côté, Wally N'Dow a donné l'assurance à des journalistes qu'il allait faire part de la préoccupation générale aux autorités turques. Et, tous les jours à partir d'aujourd'hui, les militants présents à Taskisla observeront un quart d'heure de silence entre 14 h 45 et 15 h pour donner plus de poids à leur protestation. S. Bs.



Fonds Documentaire ORSTOM



010010597

Fonds Documentaire ORSTOM

Cote: B*10597 Ex: 1